

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 41

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

LE GAZ ET L'ARGENT DU GAZ. *On sait que le gouvernement ukrainien demande l'adhésion à l'Union européenne et pourquoi pas même à l'OTAN. Conséquence de ce changement d'orientation géopolitique: la compagnie russe Gazprom a décidé d'aligner les prix du gaz qu'elle vend à l'Ukraine sur ceux du marché international (soit une majoration de plus de 400% par rapport aux très préférentiels tarifs précédents). Cris d'orfraie à Kiev, où l'on voudrait bénéficier tout à la fois des faveurs de l'Occident et des largesses de Moscou ! Déjà discréditée par le renvoi de la première équipe ministérielle pour cause de corruption, cette « révolution orange » mérite le prix citron...*

ISRAEL-PALESTINE. *La fièvre monte dans cette région du monde, qui n'en avait pourtant pas besoin... Dans la bande de Gaza désormais sous la coupe de milices incontrôlées, l'Autorité palestinienne n'existe plus que sur le papier. Dans ces conditions, les succès du Hamas aux récentes élections municipales laissent présager une nouvelle poussée islamiste aux législatives programmées fin janvier – si elles ne sont pas annulées, comme le demandent certains. Quant à la situation politique en Israël, où les élections à la Knesset doivent avoir lieu au printemps, la donne est complètement bouleversée par la mise hors jeu d'Ariel Sharon.*

STOCK-OPTIONS. *Enfin de bonnes nouvelles, rapportées par le Canard Enchaîné du 4 janvier. L'indice CAC 40 de la bourse de Paris ayant grimpé de près de 25% en 2005, les patrons et cadres supérieurs disposant de stock-options souscrites en 2000, lorsque les cours étaient particulièrement bas, ont engrangé de succulents bénéfices. C'est notamment le cas de Michel Pébereau, président de BNP-Paribas et rapporteur de la commission sur la dette publique, qui encaisse une plus-value de 2, 7 millions d'euros. Mieux que le loto.*

EDITO: LA MONDIALISATION FINANCIERE DE PLUS EN PLUS CONTESTEE PAR LES PEUPLES

Point d'orgue de l'année 2005, le sommet de Hong Kong de l'Organisation Mondiale du Commerce s'est conclu par l'adoption d'un échancier de dérégulation des échanges agricoles dont les multinationales de l'agrobusiness ont tout lieu de se réjouir. Dans le même temps, les marchandages autour du prochain budget européen ont vu se constituer un axe Blair-Merkel qui a pratiquement laissé la diplomatie française hors jeu. Les rododromes chiraco-villepinesques en faveur du « patriotisme économique » apparaissent donc pour ce qu'elles sont : des mots creux, un écran de fumée qui ne parvient pas à cacher l'orientation libérale suivie par le gouvernement de droite, à l'intérieur comme sur la scène internationale.

Pourtant, l'année 2005 a confirmé ce que la Gauche Républicaine ne cesse de répéter : il existe des failles et des contradictions importantes dans la mondialisation financière. En outre, les peuples de la Terre expriment avec une vigueur croissante leur rejet d'un système économique et social qui creuse les inégalités et condamne trop d'êtres humains à la pauvreté.

En Irak, l'occupation américaine enfonce le pays dans le chaos. En 2005, plus de 7 000 Irakiens ont péri dans les attentats et les combats qui constituent le lot quotidien de la population. Un fort sentiment anti-américain agite l'ensemble du monde arabe et gonfle – hélas ! - les voiles islamistes, comme l'ont souligné les élections législatives égyptiennes et les municipales palestiniennes. Quant au conflit israélo-palestinien, il semble sur le point de s'embraser à nouveau sans qu'aucune « feuille de route » puisse le contenir. Une conclusion s'impose : la politique de Washington sème le chaos et est à cent lieues de favoriser l'émergence d'un monde pacifié par le commerce et le consumérisme que nous promettons les idéologues libéraux.

En Amérique latine, les victoires de la gauche aux élections générales en Uruguay et en Bolivie soulignent l'importance du mouvement vers la gauche que connaît le continent - le plus important depuis le début des années 70. Longtemps soumis aux politiques néo-libérales imposées par les dictatures militaires et le Fonds Monétaire International, les peuples latino-américains manifestent une indéniable volonté de changement. Restent posées les questions qui agitent la gauche du monde entier : quel programme pour l'alternative, comment élargir les marges de manœuvres pour résister à l'emprise du capital financier, comment articuler les luttes dans le monde entier, ... En attendant, la gauche européenne doit nouer des rapports étroits avec les forces qui résistent de l'autre côté de l'Atlantique : la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire pour ouvrir des voies nouvelles, de Caracas à Paris.

Suite page 2

En Europe, les analystes qui pronostiquaient une poussée à droite en sont pour leurs frais. L'ouragan Merkel a épargné l'Allemagne, où la gauche reste arithmétiquement dominante. Loin d'atteindre la majorité, les conservateurs d'outre-Rhin ne peuvent gouverner qu'en s'appuyant sur les béquilles de la social-démocratie, qui continuera sans nul doute à perdre ses électeurs si elle s'entête à soutenir les programmes anti-sociaux mis en place par Schröder et repris par Merkel.

Pour 2006, une victoire de la gauche se profile en Italie, tant est grand le mécontentement suscité par l'administration Berlusconi. Nous n'avons aucune affinité avec le social-libéralisme qui inspire Prodi, Blair

ou Zapatero, mais force est de reconnaître que dans le premier cercle de l'Union Européenne, les électeurs ne se laissent pas séduire par les sirènes du conservatisme extrême.

Mais n'oublions pas l'évènement majeur de l'année 2005 sur la scène européenne : la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005, victoire à laquelle le peuple de gauche a apporté une contribution décisive. Ce rejet du libéralisme, il convient maintenant de le transformer en alternative. Celle-ci est possible parce que la France n'est pas seule. Aux quatre coins de la planète, les mobilisations populaires vont crescendo et donnent tout son sens au mot d'ordre des forums sociaux : un autre monde est possible. A nous de le forger.

HUMEUR: « Une loi qui vient de loin », extrait de l'article publié dans le Monde Diplomatique de janvier 2006 par Sandrine Lemaire, docteur en histoire.

On ne peut que constater le mélange des genres, lorsque l'écriture de l'histoire n'appartient plus aux historiens, mais à la fois à l'Etat et aux associations directement liées (et souvent douloureusement) à ce passé, et qui en dénoncent « l'enseignement orienté » présentant, selon elles, trop négativement la colonisation. La plus élémentaire déontologie historique est purement et simplement niée, puisque c'est désormais une vérité officielle qui doit apparaître, formulée par des mots très clairs dans la loi du 23 février 2005 : « La nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française ».

En fait, la loi de février 2005 n'arrive pas par hasard. Certains parlent d'un vote à la va-vite (y compris par le Parti socialiste) sous la pression de quelques élus afin de satisfaire l'électorat pied-noir ; d'autres soulignent, au contraire, que cette loi trouve sa genèse dès 2003 (année où un premier projet de loi a été déposée, NDLR). Elle n'est que la partie la plus visible d'un mouvement beaucoup plus profond de reprise en main de l'histoire coloniale, et de l'établissement d'une mémoire qui va bien au-delà d'un simple rappel du passé et vise à réaffirmer un certain nombre

de valeurs, au moment où la France traverse une crise identitaire, notamment à l'égard de son modèle d'intégration.(...)

Ces termes « œuvre » et/ou « positif » ont été maintes fois repris lors de nombreuses interventions au sein des commissions, dans des rapports et dans des séances publiques. Ils apparaissent régulièrement et ne sont pas l'apanage d'un parti politique puisque M. Kléber Mesquida, député socialiste, déclarait au début de son intervention en séance publique, le vendredi 11 janvier 2004 : « Permettez-moi donc de saluer tous ces compatriotes qui ont contribué à l'œuvre civilisatrice de la France » (...)

Défendre à tout prix une « version positive » sans reconnaître les aspérités, les reculs et la négation de certaines valeurs républicaines dans l'acte colonial, ne peut contribuer ni à apaiser, ni à progresser. Il ne s'agit pas de repentance, d'excuses ou de demande de pardon, mais tout simplement d'histoire !

Avec le maintien de cet article de la loi de février 2005, c'est non seulement l'image de la France que l'on écorne mais également ses valeurs que l'on érode, car un pays ne peut que sortir grandi de la pleine reconnaissance de son parcours historique.